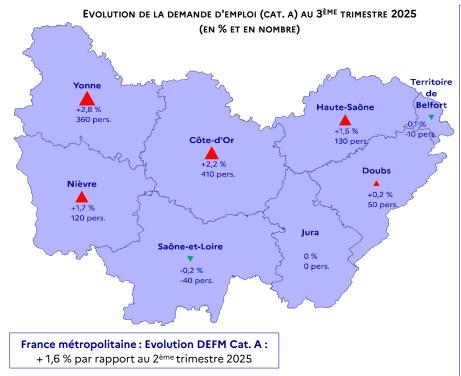
Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE



 ${\tt Source: France\ Travail-Dares,\ STMT}$

Au deuxième trimestre 2025

CHIFFRES CLÉS

• INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A: **8 710** (+ 1,5 % sur un trim.)
Cat. B, C: **7 680** (+ 0,4 % sur un trim.)
Cat. A, B, C: **16 400** (+ 1,0 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E: **18 790** (+ 1,0 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F: **851** Cat. G: **1264**

TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,8 % au 2ème trimestre 2025

+ **0,1 pt** par rapport au 1^{er} Trim. 2025 (France métropolitaine: 7,3 %; 0,0 pt)

• EMPLOI SALARIÉ

68 340 au 2^{ème} trimestre 2025

+ 0,2 % par rapport au 1er Trim. 2025

RECOURS À L'INTÉRIM

3 050 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2025

+ 7,0 % par rapport au 1er Trim. 2025

L'emploi salarié (privé et public) en Haute-Saône progresse légèrement de 0,2 %, soit 140 emplois en plus par rapport au 1^{er} trimestre 2025. Hors intérim, seules l'agriculture (+2,1 %) et les activités non marchandes (+0,2 %) affichent une dynamique positive. Après deux années de forte baisse, la construction (-0,1 %) parvient à se stabiliser, marquant un premier signe d'amélioration. Les effectifs du commerce (-0,3 %) restent orientés à la baisse. Le ralentissement économique continue de peser sur le tertiaire, avec des reculs significatifs dans les services aux entreprises (-1,4 %) et le transport-entreposage (-1,2 %). Les activités d'information-communication se distinguent par une progression marquée de leurs effectifs. Enfin, le repli industriel (-0,6 %) se renforce, notamment dans la fabrication d'équipements électriques et de machines. Enfin, la demande en intérim repart nettement, excepté dans la construction. Le recours à l'activité partielle s'accroît comparé au début d'année, tout en restant relativement marginal. Enfin, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA augmente de 2,6 % sur un an, soit 100 foyers supplémentaires.

Au troisième trimestre 2025

Le volume d'heures alloué à l'activité partielle reste globalement stable par rapport au 2ème trimestre. Les défaillances d'entreprises avoisinent leur niveau 2024. En parallèle, les créations d'entreprises progressent par rapport à l'an passé, avec environ 230 nouveaux entrepreneurs comptabilisés (hors micro-entrepreneurs). Sur le marché du travail, la demande d'emploi de catégories A, B et C augmente de 1 % par rapport au 2ème trimestre, principalement en raison d'une hausse des inscrits déclarant aucune activité. Cette évolution ne traduit pas nécessairement une dégradation de la situation du marché du travail, mais résulte de changements dans les règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. L'inscription automatique des bénéficiaires du RSA et des jeunes en parcours d'insertion entraîne mécaniquement une hausse du nombre d'inscrits. De plus, la réduction des radiations administratives, liée au nouveau régime de sanctions, accentue ce mouvement.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : <u>dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr</u>

3^{ème} Trimestre 2025



Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T2 202F	Var. (en	%) sur
	T3 2025	1 trim.	1 an
Haute-Saône :			
Données CVS-CJO			
Catégorie A	8 710	+1,5	+6,6
Catégories B, C	7 680	+0,4	+2,1
Catégories A, B, C	16 400	+1,0	+4,5
Bourgogne-Franche-Comté :			
Données CVS-CJO			
Catégorie A	109 260	+0,9	+6,7
Catégories B, C	96 020	+0,7	+2,2
Catégories A, B, C	205 270	+0,8	+4,5
Catégories A, B, C hors RSA,			
hors jeunes en parcours	169 150	+0,3	+2,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Pour en savoir plus : Les inscrits à France Travail | DARES

Non tenus de rechercher un emploi

T3 2025		
	1 trim.	1 an
1 280	+0,8	+9,4
1 120	+0,9	-8,2
851	1	1
1 264	1	1
13 690	+6,2	+3,1
12 640	+2,0	-3,1
10 907	1	1
24 465	ĺ	,
	1 120 851 1 264 13 690 12 640	1120 +0,9 851 / 1264 / 13 690 +6,2 12 640 +2,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Cat. D: personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

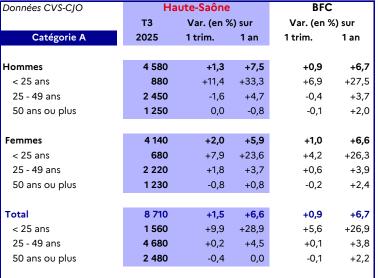
Cat. F: personne en accompagnement social.

Moins de 25 ans

Cat. G: regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Inscrits en catégorie A par âge

Caractéristiques des inscrits en Cat. A



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

25-49 ans

50 ans ou plus

Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

6 000

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Haute-Saône			BF	С		
	Т3	Var. (en %) sur		T3 Var. (en %) sur		Var. (en	%) sur
Catégories A, B, C	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an		
Hommes	7 940	+1,0	+5,6	+1,0	+5,5		
< 25 ans	1 380	+6,2	+20,0	+4,2	+19,2		
25 - 49 ans	4 490	-0,7	+3,0	+0,5	+3,6		
50 ans et plus	2 080	+1,5	+3,5	+0,5	+2,3		
Femmes	8 450	+1,0	+3,4	+0,6	+3,6		
< 25 ans	1 190	+5,3	+19,0	+2,1	+16,4		
25 - 49 ans	4 700	+0,4	+1,5	+0,3	+2,1		
50 ans et plus	2 560	0,0	+0,8	+0,4	+1,1		
Total	16 400	+1,0	+4,5	+0,8	+4,5		
< 25 ans	2 570	+5,8	+19,5	+3,2	+17,9		
25 - 49 ans	9 190	-0,1	+2,3	+0,4	+2,9		
50 ans et plus	4 630	+0,7	+1,8	+0,5	+1,7		

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Haute-Saône		BFC		
	Т3	Var. (en	%) sur	Var. (er	1 %) sur
Catégories A, B, C	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	9 000	+1,6	+4,8	+0,1	+3,5
DELD:					
1 à 2 ans	3 360	-0,3	+6,0	+2,6	+9,5
2 à 3 ans	1 550	+2,0	+7,6	+1,0	+7,4
3 ans et plus	2 480	0,0	-0,4	+0,9	+0,4
Total DELD	7 400	+0,4	+4,2	+1,7	+5,8
Part des DELD	45,1%	-0,3 pt	-0,2 pt	+0,4 pt	+0,6 pt

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	H	aute-Saôr	ne	BF	С
	Т3	Var. an	nuelle	Var. an	nuelle
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	279	-78	-21,9	-972	-20,8
Fin de mission d'intérim	106	-50	-31,9	-686	-40,7
Démission	73	-22	-23,3	-287	-22,4
Rupture conventionnelle	95	-5	-5,3	-157	-12,1
Licenc. économique	29	+4	+17,3	-45	-10,0
Autre licenciement	94	-7	-7,3	-153	-12,1
Première entrée sur					
le marché du travail ⁽¹⁾	99	+5	+5,0	+101	+8,0
Retour d'inactivité ⁽²⁾	309	-9	-2,9	-535	-14,1
Réinscription rapide ⁽³⁾	189	-54	-22,1	-639	-17,6
Autres motifs ⁽⁴⁾	978	+884	+943,8	+9 415	+635,7
Motif indéterminé	257	+111	+75,8	+1 714	+96,7
Total	2 507	+778	+45,0	+7 755	+34,3

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Haute-Saône			BFC	
	Т3	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	193	+11	+6,0	+71	+2,9
Entrée en stage ou formation	211	+1	+0,6	-55	-2,4
Arrêt de recherche (maternité,					
maladie, retraite)	161	+9	+5,9	+49	+2,7
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	1 469	+733	+99,5	+7 750	+80,6
Radiation administrative	10	-140	-93,1	-1 838	-95,0
Autre cas ⁽³⁾	172	+67	+63,6	+1 034	+57,2
Total	2 217	+681	+44,4	+7 012	+35,3

- (1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
- (2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
- (3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Avertissement:

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.



Les inscrits à France Travail par CLPE*

* CLPE: Comité Local Pour l'Emloi

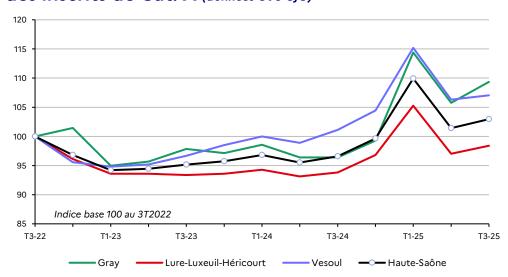
Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO	Т3	Var. (en %) sur		Р	art (en %) de	s
Catégorie A	2025	vai. (c	Var. (en /6) sur		-25 ans	Seniors
		1 Trim.	1 an			
Gray	1 520	+3,4	+13,4	51,3	20,4	29,0
Lure-Luxeuil-Héricourt	4 300	+1,4	+4,9	47,7	17,0	30,0
Vesoul	2 890	+0,7	+5,9	45,3	18,0	25,6
Haute-Saône	8 710	+1,5	+6,6	47,5	17,9	28,5

Source: France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des inscrits de Cat. A (données cvs-c/o)



Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

Données CVS-CJO	Т3	Var. (en %) sur			Plus d'un an	
Catégories A, B, C	2025		, , ,		Var. (ei	n %) sur
		1 Trim.	1 an	2025	1 Trim.	1 an
Gray	3 170	+2,3	+7,8	1 450	0,0	+3,6
Lure-Luxeuil-Héricourt	7 720	+0,5	+3,6	3 600	+0,6	+4,3
Vesoul	5 510	+1,1	+4,2	2 350	+0,4	+4,4
Haute-Saône	16 400	+1,0	+4,5	7 400	+0,4	+4,2

Les flux d'entrées et de sorties

	Entrées en Cat. A, B, C		ties A, B, C
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
410	+2,5	380	-7,3
1 020	+7,4	980	-5,8
820	+6,5	770	-9,4
2 250	+6,1	2 130	-7,4

Source: France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2026.

Les données ici présentes portent sur le périmètre géographique des Comités Locaux Pour l'Emploi instaurés par la loi pour le plein emploi depuis janvier 2025. Les comités définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

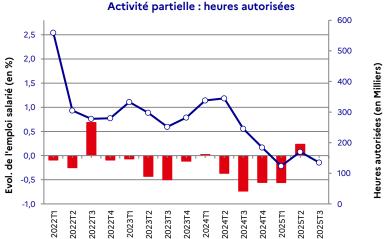
Les entreprises

Activité partielle

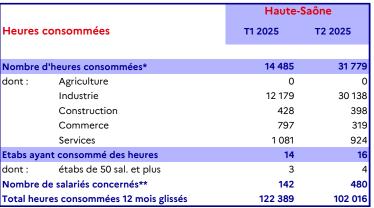
Données	Données CJO*		Saône
Heures	autorisées	T2 2025	T3 2025
Nombre	de demandes en cours	26	13
Volume d'heures autorisées		169 974	135 201
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	157 810	128 817
	Construction	3 009	0
	Commerce	773	0
	Services	8 382	6 384
Etablisse	ments autorisés	23	13
dont :	étabs de 50 sal. et plus	7	7
Nombre de salariés concernés**		2 858	2 039
Total heures autorisées 12 mois glissés		723 484	613 282



^{*} corrigées des effets des jours ouvrables



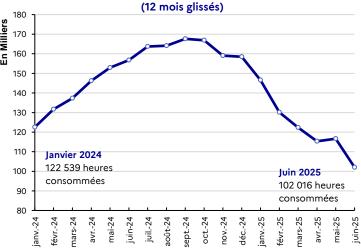
Evol. Trimestrielle de l'emploi salarié marchand (Insee-Acoss-Dares, données cvs)
• Heures autorisées (Données CJO)



Source : DARES/Dreets BFC

<u>Avertissement</u> : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées



Créations d'entreprises

Données l	brutes	Haute	-Saône
Création	Créations d'entreprises		Evol./T3 2024
			(en %)
Nombre o	de créations d'entreprises	679	+15,9
dont :	Entreprises individuelles	105	+2,9
	Micro-entrepreneurs	446	+18,0
	Sociétés	128	+20,8
Cumul sur	r 12 mois glissés	2 510	+8,2
Nombre o	de créations d'entreprises		
hors micro	o-entrepreneurs	233	+12,0
Cumul sur	r 12 mois glissés	867	+5,6

Champ: ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations

Pour en savoir plus : https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation.

Défaillances d'entreprises

		Haute	-Saône
Ouvertu	Ouvertures de procédures		Evol./T3 2024
			(en %)
Nombre	d'ouvertures de procédures	32	0,0
dont :	Redressements judiciaires	6	-57,1
	Liquidations judiciaires directes	25	+47,1
Nombre	d'emplois menacés	44	-65,4
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	s	s
	Construction	7	-82,1
	Commerce	16	+128,6
	Services	21	-73,4
Total des	ouvertures sur 12 mois glissés	136	-1,4

Source: Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s.: non significatif s : secret statistique

^{**} en moyenne sur le trimestre

^{*} un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.
** en moyenne sur le trimestre



Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement:

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note-methodo_mai_2022.pdf

Haute-Saône	Emploi hors intérim Emploi y compris intérim (1)						térim (1)			
2 ^{ème} trimestre 2025	Nombre		Evol	ution		Nombre	Evolution			
(Données CVS)	de	Trimes	trielle	Annu	elle	de	Trimes	trielle	Annu	elle
	salariés	en nbre	en %	en nbre	en %	salariés	en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	1 290	+30	+2,1	-20	-1,3	1 300	+30	+2,2	-20	-1,4
Industrie	15 200	-90	-0,6	-470	-3,0	17 130	+90	+0,5	-230	-1,3
Industrie agro-alimentaire	2 250	-10	-0,6	-10	-0,4	2 370	-20	-0,7	-20	-0,9
Industries extractrives, énergie, eau, déchets	760	+10	+1,1	0	-0,6	780	+10	+0,8	-20	-3,0
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 130	0	-0,2	-130	-5,6	2 410	+80	+3,4	0	+0,1
Matériels de transport	2 510	-10	-0,4	-200	-7,3	3 270	+50	+1,4	-120	-3,5
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie,)	7 560	-70	-1,0	-130	-1,7	8 300	-20	-0,3	-70	-0,8
Construction	3 310	0	-0,1	-110	-3,1	3 440	-10	-0,2	-100	-2,7
Commerce ; réparation auto.	8 220	-20	-0,3	+10	+0,2	8 470	+10	+0,1	+70	+0,8
Services marchands	11 910	-40	-0,4	-380	-3,1	12 540	-20	-0,2	-410	-3,2
Transports et entreposage	2 580	-30	-1,2	-80	-2,9	2 690	-20	-0,7	-90	-3,2
Hébergement et restauration	1 730	0	-0,0	+20	+1,0	1 760	0	+0,3	+20	+0,9
Information et communication	290	+50	+23,5	+40	+15,8	290	+50	+22,9	+40	+15,0
Services financiers	1 230	0	-0,4	-20	-1,5	1 240	0	-0,1	-10	-1,0
Services immobiliers	300	-10	-3,8	-10	-3,1	310	-10	-2,5	-10	-2,2
Services aux entreprises	3 200	-50	-1,4	-230	-6,6	3 660	-40	-1,1	-250	-6,4
Services aux ménages	2 590	-10	-0,2	-100	-3,7	2 600	-10	-0,4	-110	-4,0
Services non marchands	25 450	+40	+0,2	-110	-0,4	25 460	+40	+0,2	-120	-0,5
Ensemble	65 390	-100	-0,1	-1 070	-1,6	68 340	+140	+0,2	-810	-1,2

Champ: emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim: Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

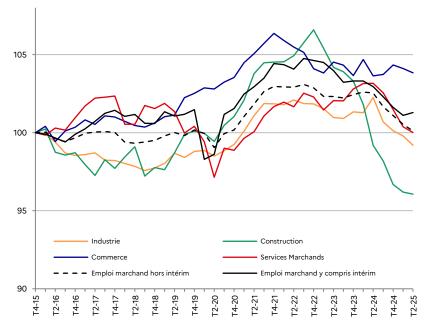
Traitement: Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

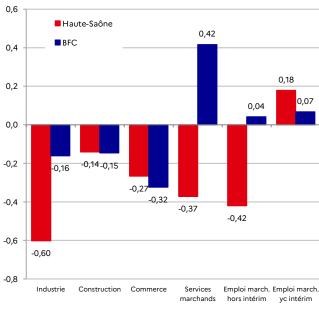
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} et le 2^{ème} trim. 2025 , en %)





Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Haute-Saône	Intérimai	res en fin de	trimestre ⁽¹⁾	Recours à	ı l'intérim ⁽²⁾		temps plein e ur le trimestre	Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾				
2 ^{ème} trimestre 2025		Evol	ution	_ Evol.					Evolu	ution	au cours du	Evolution
	Nombre	Trim.	Annuelle	(en %)		annuelle	Nombre	Trim.	Annuelle	trimestre	sur 1 an	
		(en %)	(en %)		(en points)		(en %)	(en %)	(en semaines)	(en pt)		
Agriculture	10	+14,3	+27,0	0,7	-0,2	10	0,0	0,0	1,8	-0,5		
Industrie	1 940	+8,7	+11,3	11,3	+1,3	1 790	+3,5	+5,3	3,0	-0,2		
Construction	140	-1,7	-15,2	4,0	-0,6	130	-13,3	-18,8	3,2	+0,7		
Commerce	260	+4,3	+19,1	3,1	+0,5	260	+4,0	+18,2	1,6	-0,2		
Services	700	+5,2	-4,9	5,6	-0,1	730	+2,8	-2,7	0,8	-0,1		
Ensemble	3 050	+7,0	+6,1	7,1	+0,5	2 910	+2,5	+2,5	2,1	-0,1		

Note: Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

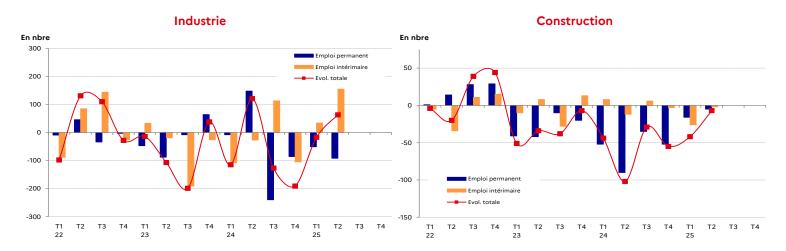
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

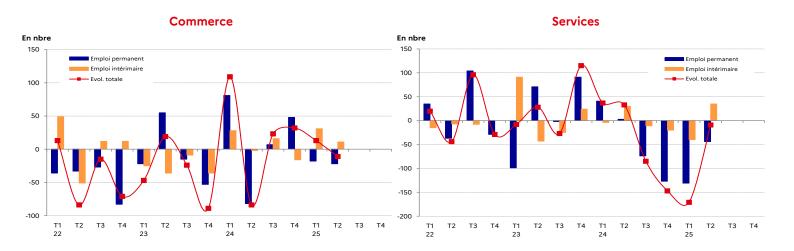
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité





Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange) Sources : Acoss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Hau 2 ^{ème} trimestre	te-Saône e 2025	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
Embauches		657	225	1 097	8 503	10 482
Répartition en '	%	6,3	2,1	10,5	81,1	100,0
dont en % :	CDD	64,2	54,7	74,5	90,7	86,6
	< 25 ans	34,2	32,9	55,0	22,7	27,0
	25 - 49 ans	45,4	49,3	33,1	49,1	47,2
	50 - 54 ans	8,7	6,7	4,0	8,7	8,2
	55 ans ou plus	10,2	10,2	7,6	19,1	17,2
	Femmes	41,9	10,2	58,5	71,5	67,0
Sorties		758	224	1 001	8 418	10 401
Répartition en '	%	7,2	2,1	9,5	80,3	100,0
dont en % :	Fins de CDD	36,9	25,4	53,4	86,7	78,6
	dont CDD < 1 mois	62,1	35,1	63,0	90,0	86,9
	Demissions	20,2	27,7	19,8	5,2	8,2
Licencie	ments économiques	1,2	1,3	0,8	0,2	0,3
Licen	ic. non économiques	14,1	15,6	9,2	2,9	4,6
	Retraite	7,7	4,5	3,2	0,9	1, <i>7</i>
Ruptur	res Conventionnelles	10,8	15,6	4,6	1,1	2,4
	< 25 ans	22,7	33,5	44,5	20,9	23,6
	25 - 49 ans	45,6	42,4	39,1	49,5	48,0
	50 - 54 ans	8,7	7,1	5,6	8,7	8,4
	55 ans ou plus	22,2	17,0	10,5	20,5	19,5
	Femmes	40,5	10,3	57,9	71,0	66,2

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

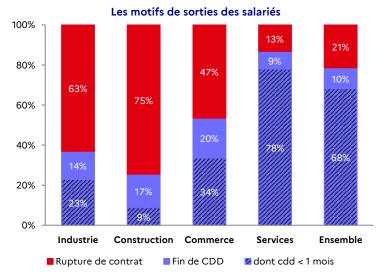
Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus : https://dares.travailemploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-demain-doeuvre

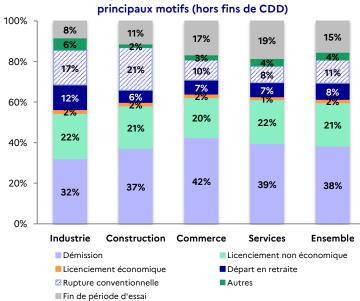
Source : Dares, MMO

Lecture: Au 2ème trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 64,2 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,2 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,3 % tous secteurs confondus



Lecture: dans le commerce, 34 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 32 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Haute-Saône 2ème trimestre 2025		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
Actifs en emp	loi (en %)	11,2	55, 7	14,2	18,9	52,4	29,6
Embauches		2 832	4 943	855	1 798	7 018	1 869
dont en % :	CDD	87,7	83,7	87,5	92,9	90,2	91,1
Sorties		2 453	4 997	872	2 033	6 888	1 614
dont en % :	Fins de CDD	78,3	78,0	81,7	79,4	84,4	84,1
	dont CDD < 1 mois	83,0	86,6	89,6	91,3	90,0	<i>87,</i> 9
	Demissions	8,8	9,9	6,1	3,9	5,9	6,2
Licenci	ements économiques	0,0	0,3	0,8	0,6	0,3	0,0
Lice	nc. non économiques	7,0	4,2	3,9	2,9	3,5	5,3
	Retraite	0,0	0,0	0,1	8,7	1,3	0,0
Ruptu	res Conventionnelles	0,9	3,3	3,6	1,7	1,8	0,7

Source : Dares, MMO : Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

ecture: parmi les personnes 5 ans ou plus nouvellement mbauchées, 92,9 % ont signé in CDD.



Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

	Actifs en	Emploi salarié (y compris intérim) Travailleurs frontaliers (vers						ers la Suisse	rs la Suisse)		
2 ^{ème} trimestre 2025	emploi	Effectif (en	Part	Evol.	Evol. Ar	nuelle	Effectif (en	Part	Evol.	Evol. A	nnuelle
	RP 2022	nbre)	(en %)	Trim. (en %)	en nbre	en %	nbre)	(en %)	Trim. (en %)	en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	224 600	22,7	+0,2	+190	+0,1	248	0,5	-1,2	-5	-2,0
Doubs	230 293	197 160	19,9	-0,1	-1 750	-0,9	33 987	70,8	+0,0	-119	-0,3
Jura	107 034	87 480	8,8	+0,1	-200	-0,2	7 964	16,6	+0,6	+113	+1,4
Nièvre	71 592	63 910	6,4	-0,3	-570	-0,9	25	0,1	+4,2	-1	-3,8
Haute-Saône	93 962	68 340	6,9	+0,2	-810	-1,2	799	1,7	-0,9	-7	-0,9
Saône-et-Loire	214 640	191 910	19,4	+0,3	-1 390	-0,7	255	0,5	+2,4	+12	+4,9
Yonne	128 463	109 750	11,1	+0,5	+190	+0,2	41	0,1	0,0	+7	+20,6
Territoire de Belfort	55 890	48 400	4,9	-0,1	-740	-1,5	4 696	9,8	-0,5	-62	-1,3
BFC	1 130 545	991 550	100,0	+0,1	-5 090	-0,5	48 015	100,0	+0,0	-62	-0,1

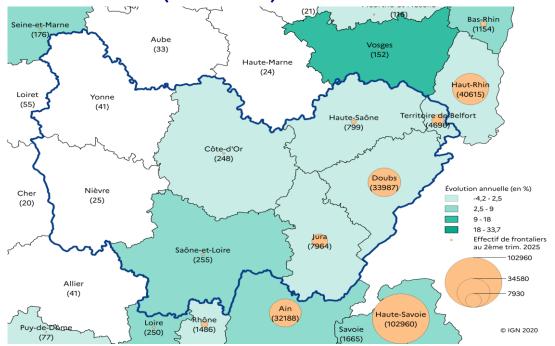
Sources: Insee - RP; Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS); Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture: L'emploi frontalier vers la Suisse a diminué de - 0,3 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 987 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ: Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique



Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Ha	BFC		
	Т3	Var.(%)/		
	2025	2025	cumul 24	cumul 2024
Mesures d'accompagnement	:			
PACEA	347	814	+13,2	+17,4
dt résidents QPV	22	41	-50,0	-19,8
CEJ*	303	841	-7,9	-1,0

	На	BFC		
	T1	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2025	2025	cumul 24	cumul 2024
Contrats aidés (prescriptions	s):			
PEC dont :	24	24	-36,8	-29,8
jeunes	13	13	-27,8	-17,3
seniors	9	9	-10,0	-5,1
bénéficiaires RSA	s	s	s	-42,2
DELD	13	13	-23,5	-30,3
TH	7	7	0,0	-16,5
résidents QPV	s	s	s	-33,3
résidents ZRR	15	15	-21,1	-21,7
éducation nationale	s	s	S	+14,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2	T 2025)			
- secteur public	s	s	S	-63,2
- secteur privé	44	141	-11,9	+0,8

^{*} Données arrêtées à la semaine 39

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 2024
Côte d'Or	271	271	-17,9
Doubs	427	427	-8,4
Jura	259	259	-2,6
Nièvre	185	185	+13,5
Haute-Saône	121	121	-19,9
Saône-et-Loire	416	416	-7,3
Yonne	287	287	-18,2
Territoire de Belfort	125	125	+8,7
BFC	2 091	2 091	-8,7

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle	Hau	ute-Saône	BFC
Données provisoires	Т3	Var.(%)/	Var.(%)/
	2025	T3 2024	T3 2024
Contrats aidés (conventions PEC	initiales + av	enants) : -58,1	-58,1
Mesures d'accompagnement	:		'
PACEA	773	-3,5	+3,2
CEJ*	638	-1,3	-10,6
IAE (au 1T 2025)	495	-0,9	-3,2

De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

- Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2023, la dépense pour l'emploi en France a été de 190 milliards d'euros. Les mesures d'incitation à l'embauche représentent la moitié de la dépense avec 95 Md. Le versement d'allocations chômage et d'activité partielle a représenté 47 Md d'euros. Les dépenses de formation et d'incitation à l'activité ont été respectivement de 29 et 16 Md d'euros.

Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2023

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté,i-milo et DGEFP Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock: PEC: DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

	RSA		Prime d'a	activité	AA	Н	ASS (au 1	T 2025)
2 ^{ème} trimestre 2025	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
données brutes provisoires	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	10 487	+8,6	39 290	+4,8	9 283	+1,7	1 510	+8,9
Doubs	12 923	+4,5	33 777	+3,6	10 313	-1,4	1 683	+15,0
Jura	3 623	+5,6	15 883	+4,7	5 493	-1,3	610	+7,6
Nièvre	5 <i>777</i>	+1,6	13 750	+2,9	6 533	+0,3	783	+13,0
Haute-Saône	4 050	+2,6	15 060	+1,5	6 047	+0,9	887	+5,1
Saône-et-Loire	9 663	+1,9	37 103	+3,6	12 883	+1,1	1 690	+0,2
Yonne	8 917	+3,0	23 280	+3,4	7 700	-1,7	1 227	+13,2
Territoire de Belfort	4 240	+4,3	9 693	+3,0	2 857	+4,9	663	+13,7
BFC	59 680	+4,2	187 836	+3,7	61 109	+0,3	9 053	+9,0

^{*} Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ: France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

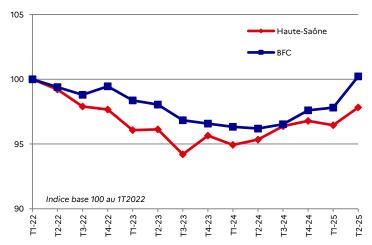
Champ: France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

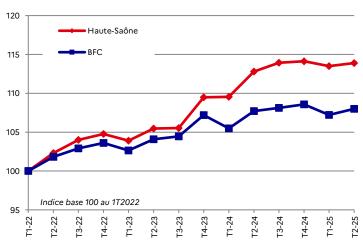
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources: Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES; MSA; France Travail, FNA.

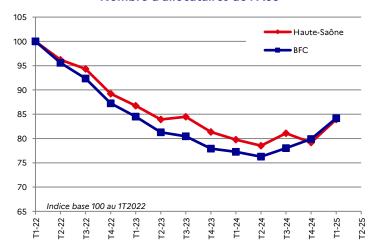
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

